

rencontre, mais se garde bien de s'engager à créer des programmes pour leur venir en aide.

C'est toujours trop tard. Il leur coupe l'herbe sous le pied. Ils sont maintenant 400 ou 500 à vouloir profiter du Programme de réduction de la production de tabac. Je suppose que ce nombre va tripler d'ici un an en raison de ces effets dévastateurs.

D'une part, le gouvernement conservateur les accule à la faillite en frappant le tabac d'impôts très élevés. De l'autre, il ne leur donne même pas la chance de sauver leur gagne-pain avec un minimum de dignité.

Nos vis-à-vis semblent rejeter toute responsabilité en cette matière. Qu'ils ne s'attendent plus à ce que les Canadiens paient le prix de leur mauvaise gestion. Les Canadiens ont déjà payé un prix trop élevé. Ils ont payé de leur argent, de leur emploi et de leur entreprise. Ils ont payé de leur maison. Des milliers de Canadiens ont en effet perdu leur emploi ces dernières années à cause du gouvernement actuel, et pourtant ce dernier a l'audace de retirer sa participation au financement de l'assurance-chômage. Ce faisant, il a montré que le gouvernement fédéral n'était plus disposé à accepter même une responsabilité partielle envers les chômeurs du Canada.

Je vois que vous me faites signe, monsieur le Président. Il me reste sept minutes, car j'ai commencé à 19 h 20. Lorsque les députés d'en face ont fait adopter le projet de loi C-21 à la Chambre, ils ont dit aux Canadiens qu'ils songeraient à rétablir le financement de la caisse de l'assurance-chômage par l'État si elle devenait déficitaire. Ils ont dit que l'argent que le gouvernement dépense normalement pour le financement de la caisse servirait maintenant au recyclage des travailleurs. C'était il y a deux ans.

Aujourd'hui, le gouvernement chante une autre chanson. Il demande maintenant aux Canadiens ordinaires. . .

**Le président suppléant (M. Paproski):** Le député a commencé à 19 h 18. Il lui reste cinq minutes.

**M. Speller:** Merci, monsieur le Président. Le gouvernement demande maintenant aux Canadiens ordinaires qui ont encore un emploi de payer encore davantage pour un nombre croissant de chômeurs. Il a en effet annoncé dans le dernier budget que les employeurs et les employés auraient à subir ensemble une hausse de 24 p. 100 des primes d'assurance-chômage.

Savez-vous, monsieur le Président, quel effet cela peut avoir pour le propriétaire de petite entreprise? Il réussissait à peine à tenir le coup en ces temps difficiles. Il oscille entre survivre et faire faillite. Voilà qu'il est maintenant forcé de payer une hausse de 24 p. 100 des primes

### *Initiatives ministérielles*

d'assurance-chômage. Cela risque de faire tomber un certain nombre de petites entreprises et leurs employés avec elles.

Où est l'argent que le gouvernement avait promis de consacrer au recyclage quand il s'est retiré du financement de l'assurance-chômage? Comme tant d'autres avant elle, cette promesse a été rompue elle aussi. Le budget ampute en effet la planification de l'emploi d'un million de dollars.

Le gouvernement aime parler de règles du jeu équitables et d'un nouveau monde compétitif. Par la faute du gouvernement, les Canadiens sont à la dérive, non pas dans la mer calme de la concurrence juste et loyale, mais dans la mer violente des subventions à l'exportation et des obstacles non tarifaires. On aurait cru que le gouvernement aurait réagi à l'appel au secours des Canadiens, qu'il leur aurait lancé une ou deux bouées de sauvetage en proposant par exemple un programme d'adaptation, comme il le leur avait promis aux dernières élections. Mais non, au lieu de leur lancer une bouée, il leur attache une meule au cou.

Le gouvernement entrave la marche de l'économie par des taux d'intérêt élevés, par un dollar surévalué, et il réduit les dépenses réelles au titre de l'éducation, de la formation, de la recherche et du développement, des sciences et de la technologie. Le Canada a perdu plus de 220 000 emplois dans le secteur manufacturier depuis janvier 1989. Les pertes les plus lourdes ont été enregistrées dans les industries de l'acier, du textile, du vêtement, de l'ameublement, de l'alimentation et des produits chimiques.

Ma circonscription, celle de Haldimand—Norfolk, a connu plus que sa part de pertes d'emploi dans le secteur manufacturier. Au cours des deux derniers mois uniquement, trois usines ont fermé leurs portes dans ma circonscription, laissant près de 300 personnes sans emploi. Dans une petite ville de 14 000 habitants comme Simcoe, 300 personnes sans emploi, ça laisse sa marque. Le coup est d'autant plus dur que leur économie a déjà été touchée par la taxe sur le tabac.

Qu'est-ce que ces gens peuvent attendre du budget du gouvernement? Absolument rien, aucune aide, sauf d'autres compressions au titre de l'éducation et du recyclage. Le gouvernement abdique ses responsabilités. En outre, le Budget des dépenses ne comprend aucune mesure de redressement pour le fardeau fiscal injuste que le gouvernement a imposé aux Canadiens de la classe moyenne. Après 33 augmentations d'impôt différentes depuis 1984, la réforme fiscale du ministre des Finances signifie que la famille canadienne moyenne paie chaque année plus de 1 000 \$ d'impôt supplémentaire, et cela sans compter la TPS. Par ailleurs, 640 Canadiens gagnant 100 000 \$ ou